

COMMUNE DE BOURRIGNON



AMENAGEMENT LOCAL

Règlement communal sur les constructions

AUTORITE COMMUNALE

DEPOT PUBLIC

DU 16 SEPTEMBRE 2022. AU 17 OCTOBRE 2022

ADOpte PAR LE CONSEIL COMMUNAL LE

25 OCTOBRE 2022

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

LE MAIRE



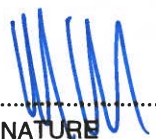
LE SECRÉTAIRE



LE SECRÉTAIRE COMMUNAL SOUSSIGNE CERTIFIE
L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS

Bourrignon, LE 04 NOV. 2022

SIGNATURE



TIMBRE

AUTORITE CANTONALE

EXAMEN PREALABLE DU

28 JUILLET 2022

APPROUVE PAR DECISION DU

16 NOV. 2022

SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
SECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
LA CHEFFE DE SECTION

SIGNATURE



TIMBRE

Ce règlement communal sur les constructions (RCC) est une version mise à jour à la suite de l'intégration du canton du Jura dans *l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la terminologie dans le domaine de la construction* (AIHC). Etant donné la teneur des modifications apportées, la modification du RCC est considérée comme étant de peu d'importance. Ainsi, son approbation est de la compétence du Conseil communal.

Le présent règlement communal sur les constructions annule et remplace le règlement communal sur les constructions adopté le 12 juin 2019 par l'assemblée communale et approuvé le 17 septembre 2019 par la Section de l'aménagement du territoire (SAM) du Service du développement territorial (SDT).

Table des matières et index chronologiques

Table des matières

Page

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE I : Préambule

1. Présentation	1
2. Portée.....	1
3. Plan directeur communal.....	1
4. Programme d'équipement	1
5. Législation en vigueur.....	1
6. Définition et modes de calculs.....	2

CHAPITRE II : Police des constructions

1. Compétences.....	2
2. Peines.....	3

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Procédures en cours	3
2. Abrogation des documents en vigueur	3
3. Maintien des documents en vigueur.....	3

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Date et document	3
------------------------	---

CHAPITRE V : Organes communaux

1. Assemblée communale	3
2. Conseil communal	3
3. Avis de principe du Conseil communal	4

TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal

CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique

1. Bâtiments protégés	4
2. Objets protégés	4
3. Site d'exploitation du fer	5
4. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques	5
5. Voies de communication historiques	6

CHAPITRE II : Patrimoine naturel

1. Généralités.....	6
2. Haies et bosquets.....	6
3. Arbres isolés et allées d'arbres.....	8
4. Dolines / Emposieux	8
5. Grottes	8
6. Eaux de surface	8

CHAPITRE III : Aire forestière

1. Forêt	9
----------------	---

CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements

1. Aménagement des espaces publics.....	9
2. Réalisation des équipements.....	9
3. Contributions des propriétaires fonciers	9
4. Chemins de randonnée pédestre	9
5. Itinéraires cyclables.....	10

CHAPITRE V : Parcelles

1. Aménagement	10
2. Plan d'aménagement des abords	10
3. Topographie	10
4. Sites pollués	10
5. Radon.....	11

CHAPITRE VI : Constructions

1. Alignements et distances.....	11
2. Constructions et topographie	11
3. Constructions annexes.....	12
4. Stationnement	12
5. Sondages géologiques et sondes géothermiques	12
6. Installations solaires.....	12
7. Antennes extérieures.....	13

TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones

CHAPITRE I : Zones à bâtir

Section 1 : Préambule	13
Section 2 : Zone centre A (zone CA)	13
Section 3 : Zone d'habitation A (zone HA).....	18
Section 4 : Zone mixte A (zone MA)	22
Section 5 : Zone d'utilité publique A (zone UA).....	25

CHAPITRE II : Zones agricoles

Section 1 : Préambule	27
Section 2 : Zone agricole A (zone ZA)	27

CHAPITRE III : Zones particulières

Section 1 : Préambule	29
Section 2 : Zone verte A (zone ZVA)	30
Section 3 : Zone de transport (zone ZT)	30

CHAPITRE IV : Périmètres particuliers

Section 1 : Préambule	30
Section 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA)	31
Section 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV)	31
Section 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP).....	32
Section 5 : Périmètre de protection de la nature (périmètre PN)	33
Section 6 : Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).....	34
Section 7 : Périmètre de dangers naturels (Périmètre PDN).....	36

CHAPITRE V : Périmètres indicatifs

Section 1 : Préambule	39
Section 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE)	39

Annexe I : Fiche illustrative d'aménagement de surfaces

Annexe II : Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura

Annexe III : Recommandations sur les clôtures électriques

Index des textes de loi

LAT	Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (RS 700)	1
OAT	Ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (RS 700.1)	1
LPE	Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RS 814.01)	1
OPB	Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41)	2
OPair	Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (RS 814.318.142.1)	2
LCAT	Loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.1)	2
OCAT	Ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.11)	2
DRN	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (RSJU 701.31)	2
DPC	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (RSJU 701.51)	2
DCPF	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (RSJU 701.71)	2
DRTB	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (RSJU 701.81)	2
LICC	Loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (RSJU 211.1)	2
LCER	Loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (RSJU 722.11)	2
LFOR	Loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (RSJU 921.11)	2
OVIS	Ordonnance fédérale du 14 avril 2010 concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques en Suisse (RS 451.13)	6
-	Loi cantonale du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (RSJU 722.41)	9
-	Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables (RSJU 722.31)	10
OLEI	Ordonnance fédérale du 30 mars 1994 sur les lignes électriques (RS 734.31)	11
-	Ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21)	12
LEaux	Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20)	34
OEaux	Ordonnance fédérale sur du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201)	34
OPD	Ordonnance sur les paiements directs du 23 octobre 2013 (RS 910.13)	36
ORRChim	Ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (RS 814.81)	36
-	Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201)	39

Index des acronymes

RCC	Règlement communal sur les constructions	1
SPC	Section des permis de construire	2
ENV	Office de l'environnement	2
CPS	Commission des paysages et des sites.....	3
SDT	Service du développement territorial	3
RBC	Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura.....	4
OCC	Office de la culture	4
IVS	Inventaire fédéral des voies de communications historiques de la Suisse culture	6
PER	Prestations écologiques requises	32

Règlement communal sur les constructions (RCC)

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE I : Préambule

1. Présentation

Article premier ¹Le présent règlement communal sur les constructions fait partie de l'aménagement local et complète le plan de zones et le plan des dangers naturels. Il est désigné plus loin par RCC.

²Ce règlement s'applique à la totalité du territoire communal. Il définit l'usage du sol et établit les règles de constructions.

2. Portée

Art. 2 ¹Le RCC ainsi que le plan de zones et le plan des dangers naturels constituent la réglementation de la commune en matière de construction et d'utilisation du sol au sens de la loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire.

²Les fiches illustratives données en annexe sont des directives générales qui doivent notamment être consultées avant tout projet de construction ou d'aménagement.

³Les autres annexes du présent règlement découlent d'autres dispositions légales et sont données à titre indicatif.

3. Plan directeur communal

Art. 3 Le plan directeur communal lie les autorités pour toutes les décisions prises en matière d'aménagement local. Il sert, d'une part, de références pour tout projet d'aménagement ou de construction et, d'autre part, d'instruments de gestion.

4. Programme d'équipement

Art. 4 Le programme d'équipement lie les autorités communales pour l'équipement de la zone à bâtir. Il sert de référence pour la planification, la construction et le financement des secteurs à équiper.

5. Législation en vigueur

Art. 5 ¹Le RCC constitue le droit applicable au domaine de la construction sur le territoire communal en complément, notamment, des dispositions suivantes :

- a) loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)¹;
- b) ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)²;
- c) loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)³;

¹ RS 700

² RS 700.1

³ RS 814.01

- d) ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)⁴;
- e) ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)⁵;
- f) loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)⁶;
- g) ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT)⁷;
- h) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)⁸;
- i) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (DPC)⁹;
- j) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (DCPF)¹⁰;
- k) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (DRTB)¹¹;
- l) loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (LiCC)¹²;
- m) loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER)¹³.

²L'application de toute autre disposition du droit fédéral, cantonal ou communal relative à l'aménagement du territoire ou à la construction demeure réservée.

6. Définition et modes de calculs

Art. 6 ¹Les définitions et modes de calculs utilisés dans le présent règlement sont conformes à ceux définis par l'OCAT.

²Ces dispositions s'appliquent notamment aux hauteurs, aux distances, aux indices bruts d'utilisation du sol, aux alignements et aux constructions annexes.

CHAPITRE II : Police des constructions

1. Compétences

Art. 7 ¹La police des constructions est exercée par le Conseil communal sous la surveillance de la Section des permis de construire (SPC) et en application des art. 34 à 38 LCAT.

²Par substitution au Conseil communal défaillant, la SPC exécute toute mesure de police des constructions nécessaire, en vertu de l'art. 39 LCAT.

³A l'intérieur de l'aire forestière, l'autorité de police est l'Office de l'environnement (ENV) en application de l'article 76 de la loi cantonale sur les forêts (LFOR)¹⁴.

⁴ RS 814.41

⁵ RS 814.318.142.1

⁶ RSJU 701.1

⁷ RSJU 701.11

⁸ RSJU 701.31

⁹ RSJU 701.51

¹⁰ RSJU 701.71

¹¹ RSJU 701.81

¹² RSJU 211.1

¹³ RSJU 722.11

¹⁴ RSJU 921.11

⁴Le Conseil communal peut en tout temps et pour tout objet consulter la Commission des paysages et des sites (CPS).

2. Peines

Art. 8 ¹Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement sera poursuivi.

²Il sera passible des peines énoncées par l'art. 40 LCAT.

³L'application de toute autre disposition pénale demeure réservée.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Procédures en cours

Art. 9 Les procédures engagées avant l'entrée en vigueur des documents constituant le présent aménagement local seront traitées conformément à l'ancienne législation, sous réserve des art. 20 et 21 LCAT.

2. Abrogation des documents en vigueur

Art. 10 Les documents suivants sont abrogés :

- a) Règlement communal sur les constructions adopté par l'assemblée communale le 12 juin 2019 et approuvé par la Section de l'aménagement du territoire le 17 septembre 2019 ;
- b) Plan spécial d'équipement de détail « Alimentation en eau potable de Lucelle » adopté par le conseil communal le 19 septembre 2018 et approuvé par la section de l'aménagement du territoire le 5 octobre 2018

3. Maintien des documents en vigueur

Sans Objet.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Date et documents

Art. 11 ¹Le présent aménagement local comprenant :

- a) le règlement communal sur les constructions (RCC) ;
- b) le plan de zones (PZ) ;
- c) le plan des dangers naturels (PDN)

est opposable aux tiers dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service du développement territorial (SDT).

²Celle-ci entre en vigueur 30 jours après sa notification ou après qu'un éventuel recours ait été jugé.

CHAPITRE V : Organes communaux

1. Assemblée communale

Art. 12 L'Assemblée communale est compétente pour adopter ou modifier la réglementation fondamentale.

2. Conseil communal

Art. 13 ¹Le Conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

²Il est compétent pour :

- a) adopter et mettre en œuvre les plans directeurs communaux;
- b) adopter et modifier un plan spécial défini au sens de l'art. 46, al. 4 LCAT (plan spécial obligatoire ou concernant avant tout l'équipement de détail).

3. Avis de principe du Conseil communal

Art. 14 Avant d'engager la procédure du permis de construire, il est recommandé aux requérants de soumettre une esquisse du projet au Conseil communal. Celui-ci communique un avis de principe au requérant.

TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal

CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique

1. Bâtiments protégés

Art. 15 ¹Les bâtiments mentionnés au répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC) et les bâtiments désignés sur le plan de zones sont protégés pour leur valeur typologique, historique et culturelle.

²La protection s'exerce sur le bâtiment et sur son environnement.

³Les bâtiments protégés doivent être conservés ou, en tout cas, respectés dans leurs caractères typologiques, constructifs et morphologiques. Leur entretien est assuré par les propriétaires respectifs.

⁴Tout projet de nouvelle construction, démolition, transformation, rénovation ou d'aménagement touchant ou voisinant ces bâtiments, devra être soumis à l'Office de la culture (OCC) pour préavis.

⁵La liste des bâtiments protégés est donnée en annexe II.

⁶La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments protégés.

2. Objets protégés

Art. 16 ¹Les objets mentionnés à l'al. 2 sont protégés pour leur valeur historique, culturelle, scientifique et artistique.

²L'ensemble du petit patrimoine architectural mentionné sur le plan de zones est protégé :

- a) les fontaines ;
- b) les croix.

³Sont également protégés sur l'ensemble du territoire communal :

- a) les greniers ;
- b) les bornes ou pierres historiques ;
- c) les inscriptions et monuments commémoratifs ;

- d) les murs de pierres sèches ;
- e) les abreuvoirs en pierre ;
- f) les citernes à eau ;
- g) les vestiges de la Première Guerre mondiale ;
- h) les éléments caractéristiques de l'architecture rurale (pierres taillées, signes lapidaires, inscriptions sur les linteaux, fours à pain, charpentes, corniches et menuiseries anciennes, etc.) ;
- i) les aménagements hydrauliques ou industriels anciens ;
- j) les grottes et abris sous roche pouvant servir à l'habitat préhistorique ou historiques.

⁴Les buts de protection visent à préserver l'intégrité des objets et de leurs abords ainsi que la manière dont ils sont perçus dans leur environnement.

⁵Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. Les objets protégés sont entretenus par leur propriétaire respectif.

⁶A l'exception des travaux courants de gestion agricole et sylvicole, tous travaux concernant l'objet ou son environnement proche sont soumis à l'approbation de l'OCC.

⁷La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation et l'entretien des objets protégés.

3. Site d'exploitation du fer

Art. 17 ¹Les objets mentionnés à l'al. 2 sont protégés pour permettre l'approfondissement des connaissances archéologiques et historiques.

²Le patrimoine archéologique lié à l'exploitation du minerai de fer et à sa mise en valeur est protégé, notamment :

- a) les ferriers et ames de scories ;
- b) les sites de réduction de minerai ;
- c) les anciens puits et zones d'exploitation de surface ;
- d) les aménagements divers liés à ces installations.

³Sont notamment protégés tous les objets reportés sur le plan de zones ainsi que leur environnement proche.

⁴Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. Les dispositions relatives au périmètre de protection archéologique, notamment l'art. 144, sont applicables par analogie.

4. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques

Art. 18 ¹Les vestiges archéologiques et paléontologiques situés sur le territoire communal sont protégés, notamment :

- a) Les sites archéologiques de toute époque ;
- b) Les sites paléontologiques.

²Toute découverte d'éléments d'intérêt historique, archéologique ou paléontologique effectuée lors de travaux (construction, transformation, démolition, creusage, excavation, etc.) entraîne l'arrêt immédiat des travaux.

³La découverte sera immédiatement portée à la connaissance de l'Autorité communale et de l'OCC. Ce dernier est autorisé à procéder à des sondages, voire à des fouilles, avant et pendant les travaux à condition de remettre les lieux en état.

5. Voies de communication historiques

Art. 19 ¹Les voies de communication historiques sont régies par l'Ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des voies de communication historiques en Suisse (OIVS) du 14 avril 2010¹⁵. La conservation des éléments IVS d'importance nationale est prescrite. Les éléments d'importance locale ou régionale doivent également être ménagés. Ceci s'applique essentiellement aux éléments « avec beaucoup de substance » (conservation intégrale souhaitée) et aux éléments avec « substance » (conservation des abords immédiats souhaitée).

Sont concernés, sur le territoire de la commune de Bourrignon :

- a) Le chemin IVS JU 8.1.2 : tracé historique d'importance nationale « avec substance », par endroit ;
- b) Le chemin IVS JU 532 : tracé historique d'importance régionale « avec substance », par endroit ;
- c) Le chemin IVS JU 359 : tracé historique d'importance locale « avec substance », par endroit ;
- d) Le chemin IVS JU 357 : tracé historique d'importance locale, « avec substance », par endroit ;

²Les modifications des éléments « avec beaucoup de substance » sont à éviter, y compris le changement du type de revêtement. Les abords immédiats des éléments « avec substance » sont, dans la mesure du possible, à conserver dans leur état.

CHAPITRE II : Patrimoine naturel

1. Généralités

Art. 20 ¹Les surfaces et objets désignés par le plan de zones doivent être protégés de manière spécifique selon les indications du RCC.

²Le plan de zones et le RCC forment ensemble la base légale communale. Les bases légales cantonales et fédérales s'appliquent pour tous les éléments non cités dans les documents communaux.

³Le RCC fixe les buts de protection et les restrictions en matière de construction et d'affectation pour les différentes zones et objets protégés.

⁴La protection du patrimoine naturel situé en forêt, ainsi que la gestion sylvicole des peuplements concernés sont réglées par la législation en vigueur. L'ENV veille à la conservation du patrimoine naturel dans le cadre de l'application de la loi.

2. Haies et bosquets a) définition

Art. 21 ¹En vertu des législations fédérale et cantonale sur la protection de la nature et du paysage, respectivement de la

¹⁵ RS 451.13

	<p>chasse, toutes les haies et tous les bosquets situés sur le territoire communal en zone agricole sont protégés et reportés au plan de zones.</p> <p>²A l'intérieur des autres zones, sont protégés les haies et bosquets mentionnés au plan de zones.</p>
b) restriction d'utilisation du sol	<p>Art. 22 ¹Pour les catégories de bétail autres que les chevaux et les chèvres et en fonction du genre de végétation arbustive, il n'est pas obligatoire de clôturer, sous réserve des dispositions relevant de la politique agricole.</p> <p>²En cas de risque de dégradation du milieu naturel, le Conseil communal peut ordonner, d'entente avec l'ENV, de barrer les haies et bosquets menacés par le bétail.</p> <p>³Si l'exploitant se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution, aux frais du responsable.</p> <p>⁴Une bande herbeuse permanente de 3 m de large au minimum doit être respectée autour des haies et des bosquets.</p>
c) utilisations du sol interdites	<p>Art. 23 ¹La pénétration dans les haies et bosquets par des chevaux ou par des chèvres est interdite.</p> <p>²Il est en outre interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) d'en réduire la surface ;b) de déraciner, brûler tout ou partie de l'objet ;c) d'opérer des coupes rases ;d) de changer la structure de la haie (haie haute en haie basse par exemple) ;e) d'entreprendre des travaux de terrassement et de déposer des matériaux de tout genre dans un rayon de 5 m autour de l'objet protégé, excepté dans la zone à bâtir où cette distance sera évaluée au cas par cas ;f) d'épandre des engrais ou des produits de traitement des plantes sur l'objet et dans la bande herbeuse adjacente de 3 m. Dans cette bande herbeuse, le traitement plante par plante est autorisé pour les plantes à problèmes s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques.
d) dispositions particulières	<p>Art. 24 ¹Sauf convention particulière, l'entretien et le maintien de ces milieux naturels sont assurés par les propriétaires fonciers, à défaut par la Commune mais aux frais de ces derniers.</p> <p>²Les haies et bosquets mentionnés au plan de zones doivent être conservés à leur emplacement et, le cas échéant, entretenus. Lors de l'entretien, on tiendra compte de leur aspect paysager dont on préservera les caractéristiques.</p> <p>³Les travaux doivent s'effectuer de mi-septembre à mi-mars.</p>
e) procédure	<p>Art. 25 ¹Le Conseil communal ordonne la replantation des haies ou partie de haies éliminées ou saccagées de façon illicite. Les modalités de replantation sont définies d'entente avec l'ENV.</p>

²En principe, la replantation s'opère au même endroit, éventuellement dans une zone voisine, à l'aide d'essences indigènes adaptées à la station. Les travaux incombent à l'auteur du dommage.

³Si celui-ci se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution au frais du responsable.

⁴Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser, après avoir requis l'avis de l'ENV, la suppression d'une haie ou d'une partie de haie, à condition qu'une plantation au moins équivalente soit effectuée au préalable moyennant compensation en nature.

3. Arbres isolés et allées d'arbres

Art. 26 ¹D'une manière générale, les arbres isolés jouent un rôle paysager prédominant. La taille ou la coupe n'est autorisée que pour des raisons sanitaires ou de sécurité.

²Les arbres isolés et allées d'arbres sont sous la surveillance de l'Autorité communale.

³Dans un rayon de 3 m autour du pied de l'arbre, le labour et l'épandage d'engrais et de produits de traitement des plantes (PTP) sont interdits. Seule l'interdiction de labours est requise pour les arbres fruitiers.

⁴Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser leur abattage. Toutefois, les objets abattus seront remplacés au préalable par un nombre au moins équivalent d'arbres de même essence ou par des espèces indigènes adaptées à la station et d'au moins 2.5 m de hauteur au moment de la plantation.

4. Dolines / emposieux

Art 26a ¹Toutes les dolines situées sur le territoire communal sont protégées, qu'elles soient portées au plan de zones ou non. Elles doivent être conservées et entretenues.

²Les actions suivantes sur les dolines sont interdites :

- a) les constructions et installations à une distance inférieure à 10 m ;
- b) le comblement ;
- c) le dépôt de déchets ou autres matériaux ;
- d) l'épandage d'engrais et de produits phytosanitaires à une distance inférieure à 6 m du bord de la doline..

5. Grottes

Art 26b L'ensemble des sites souterrains, leur accès et leur environnement sont protégés.

6. Eaux de surface

Art. 27 La protection des eaux de surface et de l'espace à leur réserver est assurée par le biais du périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

7. Entretien

Art. 28 ¹Les objets naturels ainsi que leur environnement sont entretenus par leurs propriétaires.

²Des conditions d'entretien peuvent être fixées par contrat

entre les propriétaires d'une part, et l'autorité communale ou cantonale compétente d'autre part.

³Si le propriétaire n'entretient pas les surfaces dans le sens recherché par la protection, l'autorité communale ou cantonale compétente a pouvoir d'intervention.

⁴L'entretien courant des haies et des arbres s'effectue conformément au RCC. Pour l'application dans la pratique, on se référera aux directives cantonales en vigueur.

CHAPITRE III : Aire forestière

1. Forêt

Art. 29 ¹La forêt est soumise à la législation forestière, notamment la loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)¹⁶. Leur délimitation est de la compétence de l'ENV.

²La gestion de la forêt, sa conservation et les dédommagements éventuels sont réglés conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements

1. Aménagement des espaces publics

Art. 30 ¹Les voies et espaces publics seront aménagés de manière à mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbanistiques de la commune.

²Les aménagements doivent permettre de modérer la vitesse de la circulation automobile et assurer la sécurité de tous les usagers (automobilistes, cyclistes, piétons, etc.).

³Les aménagements publics et privés devront s'harmoniser entre eux tant dans leur conception que dans leur réalisation.

2. Réalisation des équipements

Art. 31 En vertu des dispositions de l'art. 4 LCAT, les équipements seront réalisés par plan spécial. Seuls les équipements privés seront réalisés par permis de construire.

3. Contributions des propriétaires fonciers

Art. 32 ¹Les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement sont réglées par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers (DCPF).

²Conformément à ce décret, la Commune édictera un règlement particulier qui sera applicable dès son entrée en vigueur.

4. Chemins de randonnée pédestre

Art. 33 ¹Les chemins de randonnée pédestre sont régis par le plan sectoriel des chemins de randonnée pédestre approuvé par le Gouvernement le 10 septembre 2002 et par la loi cantonale du 13 novembre 1991¹⁷ portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre.

²Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au Plan directeur cantonal fera l'objet d'une autorisation du

¹⁶ RSJU 921.11

¹⁷ RSJU 722.41

Gouvernement sur préavis du SDT.

5. Itinéraires cyclables

Art. 34 ¹Les itinéraires cyclables sont régis par le plan sectoriel des itinéraires cyclables approuvé par le Gouvernement le 3 mai 1994 et par la loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables¹⁸.

²Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au plan sectoriel fera l'objet d'une autorisation du Gouvernement sur préavis du SDT.

CHAPITRE V : Parcelles

1. Aménagement

Art. 35 ¹Les parcelles sont aménagées en cohérence avec les espaces publics ou privés qui les bordent de manière à obtenir une bonne intégration au site.

²Le revêtement des surfaces de parcelles doit être réalisé en privilégiant les matériaux perméables. On se réfère aux directives concernant les aménagements de surfaces données en annexe I. Les eaux claires seront infiltrées au maximum.

³Les clôtures en fil de fer barbelé sont interdites en zone à bâtir. Les clôtures électriques respectent les recommandations données en annexe IV.

2. Plan d'aménagement des abords

Art. 36 ¹Un plan d'aménagement des abords doit être joint à toute demande de permis de construire.

²Pour la ou les parcelles concernées et en mentionnant les terrains voisins, il rend compte à l'échelle 1:200 :

- a) de l'emplacement des places de stationnement et de leur accès ;
- b) des modifications du terrain, mur de soutènement, talus, remblais ;
- c) des plantations ;
- d) du revêtement des surfaces et de leurs niveaux ;
- e) de l'aménagement des espaces de détente ;
- f) de l'emplacement des clôtures, haies, murs et bordures ;
- g) des raccordements de terrains avec les parcelles voisines ;
- h) du niveau de référence (fond fini du rez-de-chaussée) par rapport à une borne existante.

³Le plan d'aménagement des abords rend également compte des installations destinées à l'évacuation des ordures et des déchets pour les constructions d'une certaine importance, telles que l'habitat collectif, activités artisanales, industrielles ou sportives.

3. Topographie

Art. 37 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

4. Sites pollués

Art. 38 Tout projet de construction portant sur une parcelle

¹⁸ RSJU 722.31

répertoriée au cadastre jurassien des sites pollués doit faire l'objet d'un examen préalable et être soumis à l'ENV pour approbation.

5. Radon

Art. 39 Le territoire communal de Bourrignon est identifié au Cadastre cantonal du radon avec un risque élevé. Des mesures d'assainissement peuvent s'avérer nécessaires pour permettre une protection des locaux contre les effets du radon. La SPC se tient à disposition pour des renseignements complémentaires.

CHAPITRE VI : Constructions

1. Alignements et distances

a) généralités

Art. 40 ¹Lorsque deux distances ou un alignement accessoire au sens de l'art. 64 al. 2 LCAT et une distance à la limite se superposent, la mesure la plus grande est applicable.

²Les plans spéciaux peuvent établir des alignements ou d'autres dispositions spécifiques qui priment alors sur toute autre distance.

³En règle générale et en l'absence d'autres réglementations, les distances énoncées ci-après doivent être respectées sur l'ensemble du territoire communal.

b) par rapport aux équipements

Art. 41 Sous réserve des dispositions applicables aux zones, les distances à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation, par rapport aux équipements, sont les suivantes :

- | | |
|--|--------|
| a) voies publiques (équipements de base) : | 5.00 m |
| b) voies publiques (équipements de détail) : | 3.60 m |
| c) chemins piétons ou pistes cyclables : | 2.00 m |

c) Par rapport aux lignes électriques à haute tension

Art. 42 On se référera à l'Ordonnance fédérale sur les lignes électriques (OLEI)¹⁹, la distance horizontale entre une ligne à haute tension et la partie saillante la plus proche des bâtiments voisins doit être de 5 m au moins. Si les maisons sont plus hautes que la ligne, cette distance doit être majorée d'une valeur égale à la différence de hauteur²⁰.

d) par rapport aux eaux superficielles

Art. 43 La distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport aux eaux de surface correspond au périmètre réservé aux eaux.

e) par rapport à la forêt

Art. 44 Conformément à l'art. 21 LFOR, la distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport à la forêt est fixé à 30.00 m.

2. Constructions et topographie

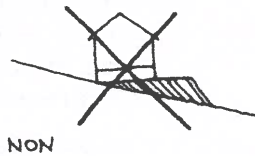
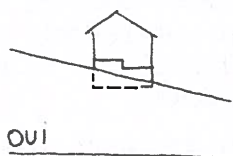
Art. 45 ¹Les constructions doivent s'adapter à la topographie du terrain naturel, tel que défini par l'art. 48 OCAT.

²De manière générale, les nouvelles constructions s'accompagneront d'un aménagement adapté à la topographie

¹⁹ RS 734.31

²⁰ OLEI, art. 38, al. 2

du lieu.



3. Constructions annexes

Art. 46 Les articles 51 et 66g OCAT sont applicables à l'exception de la surface qui est réduite à 40 m².

4. Besoin en place de stationnement

Art. 47 ¹Les dispositions des articles 12 à 12e LCAT et 16 à 19d OCAT sont applicables.

5. Sondages géologiques et sondes géothermiques

Art. 48 ¹Les résultats de sondages géologiques, réalisés lors de l'étude du sol nécessaire à la réalisation d'une construction, doivent être communiqués à l'ENV, conformément aux art. 53 et 54 de l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux²¹.

²L'implantation de sondes géothermiques doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de l'ENV, conformément à l'art. 41, al.1 de la loi cantonale du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux).

6. Installations solaires

Art. 49 ¹La pose de panneaux solaires en toiture est régie par les articles 18a LAT, 32a, 32b et 32c OAT. La procédure d'annonce s'applique pour les installations qui sont suffisamment adaptées à la toiture et qui ne sont pas installées sur des biens culturels, dans des périmètres protégés ou dans des sites naturels d'importance cantonale ou nationale. Dans les autres cas, leur pose nécessite un permis de construire.

²Sont considérés comme suffisamment adaptés à la toiture les panneaux qui :

- a) ne dépassent pas les pans du toit perpendiculairement de plus de 20 cm ;
- b) ne dépassent pas du toit, vu de face et du dessus ;
- c) sont peu réfléchissants selon l'état des connaissances techniques ;
- d) constituent une surface d'un seul tenant.

³Les biens culturels, les périmètres protégés ou les sites naturels d'importance cantonale ou nationale sont indiqués à l'art. 32b OAT. En cas de doute, c'est à la commune qu'il revient de déterminer ces secteurs, en collaboration avec la Section des permis de construire.

⁴Pour les bâtiments situés dans un site protégé d'intérêt cantonal ou fédéral, si un permis de construire reste nécessaire selon la législation fédérale, la CPS doit se prononcer préalablement à l'octroi d'autorisation.

²¹ RSJU 814.21

⁵Pour les bâtiments classés monuments historiques ou au répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC), les installations solaires sont autorisées si elles respectent l'intégrité de l'objet et ses alentours et sont approuvées par l'OCC.

⁶Les effets réfléchissants des installations solaires actives doivent être évités. Des verres non réfléchissants, une couleur sombre des cadres et des absorbeurs permettent généralement une bonne intégration.

⁷Les installations solaires qui ont une grande emprise au sol sont soumises à une procédure de planification.

7. Antennes extérieures

Art. 50 ¹L'installation d'antenne nécessite un permis de construire. La couleur et la position des antennes seront définies en fonction des caractéristiques du bâtiment.

²Les antennes extérieures sont installées en priorité sur les façades secondaires et les constructions annexes non visibles depuis l'espace public.

³Ces installations n'émettront pas de reflets incommodants.

TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones

CHAPITRE I : Zones à bâtir

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 51 ¹Le territoire communal comporte 4 types de zones à bâtir représentées graphiquement sur le plan de zones.

²Elles délimitent les terrains propres à la construction qui sont déjà largement bâtis ou qui seront probablement nécessaires à la construction dans les 15 ans à venir.

SECTION 2 : Zone centre A (zone CA)

A. DÉFINITION

Art. 52 ¹La zone CA représente le noyau bâti de base de la localité. En assurant la dynamique de la localité par la grande diversité des fonctions qu'elle accueille, la zone centre participe à l'identité forte de la localité.

²La zone CA comporte deux sous-secteurs :

- a) CAa qui correspond aux ensembles construits à objectif de sauvegarde A inscrits dans l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) et aux sites construits à objectif de sauvegarde A d'importance régionale et locale inscrits dans l'inventaire des sites construits à protéger en Suisse dont l'objectif est la sauvegarde de la substance de l'ensemble bâti et des espaces libres;
- b) CAb qui correspond au secteur à développer par Plan

spécial obligatoire. Ce secteur est destiné à la construction combinée d'immeubles et de maisons individuelles ainsi qu'à des activités engendrant peu de nuisances.

B. USAGE DU SOL

CA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 53 ¹L'habitat, les activités engendrant peu de nuisances (commerces, services artisanat et hôtellerie) et les services publics sont autorisés.

²Les entreprises artisanales et les exploitations agricoles sont admises, pour autant qu'elles ne compromettent pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers excessifs.

b) utilisations interdites

Art. 54 ¹Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent telles que les activités, installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdites.

²Sont en particulier interdits :

- a) la création de nouvelles stations-service et de lavages de véhicules à moteur ;
- b) les dépôts de véhicules usagés ;
- c) les terrassements (abaissement et exhaussement) des sols non liés à des travaux de construction sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) l'entreposage de matériaux en vrac, à la vue du public, de même que les dépôts de nature à nuire au bon aspect de la zone ;
- f) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur applicable en la matière (notamment LPE, OPB, Opair).
- g) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier.

CA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Art. 55 L'indice brut d'utilisation du sol de la zone CA et des secteurs CAa et CAb est :

- a) au minimum : 0.53
- b) au maximum : -

CA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 56 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) Au secteur CAb ;
- b) à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales ;
- c) à toute modification ou aménagement important des espaces libres et espaces-rue.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à

l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

CA 4. Sensibilité au bruit

Art. 57 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

CA 5. Périmètres particuliers

Art. 58 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

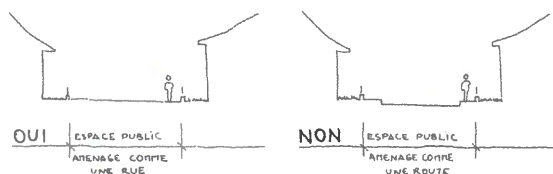
D. EQUIPEMENTS

CA 6. Espaces et voies publics

Art. 59 ¹Les espaces et voies publics sont déterminés par la structure du bâti de base de la localité.

²Ces lieux comprennent l'ensemble des espaces libres situés entre les parcelles privées. Ils sont destinés aux circulations, à l'aménagement de lieux de rencontre ou à des fins paysagères.

³Lorsque des mesures de modération des circulations doivent être prises, on privilégie un aménagement de type rue à un aménagement de type route.



⁴La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus sera assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

⁵La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

CA 7. Réseaux

Art. 60 ¹Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

²Lorsque les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation d'infiltration des eaux claires superficielles, au travers des couches d'humus, ne soit prévue.

E. PARCELLES

CA 8. Caractéristiques

Art. 61 ¹Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

²Le choix des matériaux, couleurs, essences végétales et autres éléments doit s'intégrer au site en fonction du caractère particulier de la zone.

CA 9. Aménagements

Art. 62 ¹Les espaces privés extérieurs sont à aménager et à

extérieurs

entretenir de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables sont à minimiser.

CA 10. Stationnement

Art. 63 ¹Les dispositions de l'article 47 RCC sont applicables.

²La construction de places de stationnement ou de garages ne doit pas altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

CA 11. Structure du cadre bâti

Art. 64 La structure du bâti est basée sur l'ordre non contigu au sens de l'article 66o OCAT. L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnancement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et constructives des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres (publics et privés).

CA 12. Orientation

Art. 65 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe celle du faîte.

CA 13. Alignements

Art. 66 Les alignements respectent la structure du bâti existant.

CA 14. Distances et longueurs

Art. 67 ¹Les distances aux limites et entre bâtiments, ainsi que les longueurs des bâtiments se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti ou dans le cadre d'un plan spécial.

²Dans le secteur CAb, les distances et longueurs sont définies par le plan spécial en fonction du type d'habitat (maison individuelle ou petit locatif).

CA 15. Hauteurs

Art. 68 ¹Les hauteurs des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants seront en rapport avec les constructions avoisinantes.

²Dans le secteur CAb, les hauteurs sont définies par le plan spécial et en fonction du type d'habitat (maison individuelle ou petit locatif).

CA 16. Aspect architectural
a) procédures

Art. 69 ¹Tout projet de nouvelle construction, de démolition, de transformation, d'agrandissement ou d'aménagement est soumis au Conseil communal sur esquisse, avant dépôt de la demande de permis de construire.

²Tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, touchant ou voisinant un bâtiment protégé ou mentionné au RBC doit être soumis à l'OCC pour préavis au sens de l'art. 15.

³La Commission des paysages et des sites (CPS) examine préalablement :

- a) dans le cadre de la procédure ordinaire (grand permis), tout projet de transformations ou de nouvelles constructions situé dans un secteur inscrit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), assorti de l'objectif de sauvegarde A;
- b) dans le cadre de la procédure simplifiée (petit permis), tout projet de transformations ou de nouvelles constructions situé dans un secteur inscrit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), assorti de l'objectif de sauvegarde A.

⁴Dans le secteur CAb, des prescriptions architecturales seront définies dans le plan spécial en fonction du type d'habitat et de l'environnement proche.

b) volumes et façades

Art. 70 ¹Tout projet de construction, rénovation ou modification doit respecter la volumétrie du site bâti environnant (forme et dimensions).

²Le Conseil communal veille au respect des caractéristiques urbanistiques de la zone tout en admettant un traitement architectural de conception contemporaine.

³Lors de modifications de volume ou de façade, on respecte l'unité du bâtiment, c'est-à-dire le rapport des pleins et des vides, la composition de façade, la proportion et le groupement des ouvertures.

⁴Les volets existants sont en principe maintenus.

⁵Dans le secteur CAa :

- a) Les bâtiments sont protégés, notamment leur structure, la composition de leurs façades, l'aspect de leur toiture. La démolition de constructions existantes est interdite, à moins qu'il s'agisse d'annexes dépourvues de signification ou d'objets identifiés « perturbations » par l'ISOS.
- b) Les transformations et agrandissement de bâtiments anciens doivent respecter les caractéristiques architecturales essentielles du bâtiment originel dont l'identité doit être préservée.

c) toitures

Art. 71 ¹Lors de transformations, le volume (forme, pente, orientation) de la toiture n'est pas modifié. Des modifications peuvent être admises s'il s'agit de bâtiments mal intégrés dans

le site ou désignés comme tels par l'ISOS.

²Lors de nouvelles constructions ou de transformations importantes, le volume de la toiture doit respecter l'échelle, la forme et la pente de la majorité des toits voisins.

³Les toitures sont recouvertes de tuiles dont la teinte correspond à celle des toitures traditionnelles du lieu (du rouge au brun) ; la nuance sera choisie de manière à réaliser un ensemble harmonieux avec les toits voisins.

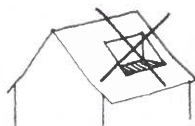
⁴Pour les bâtiments agricoles annexes, non contigus aux constructions principales, des toitures en fibre-ciment (« éternit ») peuvent être admises pour autant qu'elles ne heurtent pas le regard. Leur teinte sera définie comme pour les tuiles.

⁵Les toitures plates sont interdites, sauf pour les petites constructions annexes dont la superficie totale n'excédera pas 40.00 m².

d) ouvertures en toiture

Art. 72 ¹Tout projet d'ouverture en toiture doit être lié à un aménagement intérieur et doit démontrer que l'éclairage indispensable ne peut être fourni par la création d'ouvertures en pignon ou sous les avant-toits. Le volume et l'harmonie générale de la toiture doivent être préservés.

²Dans le secteur CAa, les ouvertures dans les pans de toit donnant sur l'espace-rue sont exceptionnelles. Les ouvertures en toiture non couvertes sont interdites.



³L'autorité exerçant la police des constructions peut exiger la pose de gabarits afin de se déterminer sur la forme et la position des lucarnes.

e) couleurs et matériaux

Art. 73 Les couleurs et matériaux (tuiles, revêtements façades, enduits, menuiserie, garde-corps, etc.) sont à déterminer en respectant la palette locale. L'ensemble sera en harmonie avec le site.

SECTION 3 : Zone d'habitation A (zone HA)

A. DÉFINITION

Art. 74 La zone d'habitation A (zone HA) délimite la zone essentiellement réservée à l'habitation. Elle comprend le secteur HAa essentiellement réservé à l'habitat groupé ou collectif.

B. USAGE DU SOL

HA 1. Affectation du sol a) utilisations autorisées

Art. 75 ¹L'habitat, les activités n'engendrant pas de nuisances autres que celles généralement admises pour un quartier d'habitation et les services publics sont autorisés.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 76 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés;
- b) les terrassements (abaissement et exhaussement) des sols non liés à des travaux de construction sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) l'entreposage de matériaux en vrac, à la vue du public, de même que les dépôts de nature à nuire au bon aspect de la zone ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur applicable en la matière (notamment LPE, OPB, Opair).
- f) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier.

HA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Art. 77 L'indice brut d'utilisation du sol est :

- a) Zone HA
 - 1. au minimum : 0.33
 - 2. au maximum : 0.53
- b) Secteur HAa :
 - 1. au minimum : 0.40
 - 2. au maximum : 0.80

HA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 78 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) tout projet d'aménagement important ou comprenant de nouvelles constructions principales ;
- b) toute modification ou aménagement important des espaces libres ou des espaces rue.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si les conditions liées au permis de construire peuvent assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION
HA 4. Sensibilité au bruit

Art. 79 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à II au sens de l'OPB.

HA 5. Périmètres particuliers

Art. 80 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de

parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- b) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

D. EQUIPEMENTS

HA 6. Espaces et voies publics

Art. 81 ¹Les espaces et voies publics sont à aménager rationnellement et à concevoir comme éléments importants de la structure de base du quartier.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics. Une attention particulière est à porter aux circulations piétonnes et aux espaces de détente.

³La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

HA 7. Réseaux

Art. 82 ¹Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

²Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation d'infiltration des eaux claires superficielles, au travers des couches d'humus, ne soit prévue.

E. PARCELLES

HA 8. Caractéristiques

Art. 83 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

HA 9. Aménagements extérieurs

Art. 84 ¹Les espaces privés extérieurs seront aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Tout en admettant une large diversité, les espaces privés extérieurs seront aménagés avec le souci de favoriser l'homogénéité de la zone et une bonne intégration des nouvelles constructions.

³Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

⁴Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁵La surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables à hauteur de :

- a) 50% au minimum dans la zone HA
- b) 25% au minimum dans le secteur HAa.

⁶Lors de la construction, les propriétaires devront arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 200 m² de surface de terrain. Les arbres existants et maintenus au moment de la construction sont pris en considération.

⁷Les clôtures sont réalisées sous forme de haies vives, de murs et murets.

⁸Les murs et murets n'excéderont pas une hauteur de 80 cm. Ils pourront être surmontés d'une clôture pour autant que l'ensemble ne dépasse pas 1.20 m.

⁹Les murs de soutènement n'excéderont pas une hauteur de 1.20 m.

HA 10. Stationnement

Art. 85 ¹Les dispositions de l'article 47 RCC sont applicables.

²Les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement doivent être privilégiés.

F. CONSTRUCTIONS

HA 11. Structure du cadre bâti

Art. 86 ¹L'ensemble du cadre bâti doit s'intégrer au site et, notamment, à la topographie.

²L'ordre contigu, au sens de l'art. 66p OCAT, et l'ordre non contigu, au sens de l'art. 66o OCAT sont autorisés.

³Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

HA 12. Orientation

Art. 87 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte.

³Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

HA 13. Alignements

Sans objet

HA 14. Distances et longueurs

Art. 88 Les distances et les longueurs sont les suivantes :

- a) Zone HA
 - 1. grande distance : 6.0 m
 - 2. petite distance : 3.0 m
 - 3. longueur des bâtiments : 30.0 m
- b) Secteur HAa
 - 1. grande distance : 6.0 m
 - 2. petite distance : 3.0 m
 - 3. longueur des bâtiments : 40.0 m

HA 15. Hauteurs

Art. 89 Les hauteurs sont les suivantes :

- a) Zone HA
 - 1. hauteur totale : 10.5 m
 - 2. hauteur de façade : 7.0 m
- b) Secteur HAa
 - 1. hauteur totale : 13.0 m

2. hauteur de façade :

10.0 m

HA 16. Aspect architectural

Art. 90 ¹L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations sont à choisir en respectant la palette locale de manière à ne pas altérer le site et le paysage.

²Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

³Pour les constructions à toit plat, un étage en attique peut être construit au-dessus du dernier niveau complet aux conditions suivantes :

- a) Toutes les façades de l'attique sont en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur d'au moins 1 mètre (hors cage d'escalier) ;
- b) toute façade sur route est au moins à 1.5 m en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur ;
- c) le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne dépassera en aucune manière la hauteur totale admise.

SECTION 4 : Zone mixte A (Zone MA)

A. DÉFINITION

Art. 91 La zone MA correspond à la zone affectée aux activités économiques artisanales et tertiaires. Elle peut accueillir de l'habitat.

B. USAGE DU SOL
MA 1. Affectation du sol
a) utilisations autorisées

Art. 92 ¹L'habitat, les activités engendrant peu de nuisances (services, artisanat, petites industries), les exploitations agricoles et les services publics sont autorisés.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 93 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés;
- b) les terrassements (abaissement et exhaussement) des sols non liés à des travaux de construction sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) L'entreposage de matériaux en vrac, à la vue du public, de même que les dépôts de nature à nuire au bon aspect de la zone ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur applicable en la

- matière (notamment LPE, OPB, Opair).
- f) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier.

MA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Art. 94 L'indice brut d'utilisation du sol de la zone MA est de :

- a) au minimum : 0.53
b) au maximum : 0.80

MA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 95 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial, si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION
MA 4. Sensibilité au bruit

Art. 96 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

MA 5. Périmètres particuliers

Art. 97 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
b) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

D. EQUIPEMENTS
MA 6. Espaces et voies publics

Art. 98 ¹Les espaces et voies publics sont aménagés rationnellement.

²La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus est assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

³La mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et culturel (citernes à eau, croix, muret en pierres sèches, greniers, etc.) est à assurer.

MA 7. Réseaux

Art. 99 ¹Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

²Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation d'infiltration des eaux claires superficielles, au travers des couches d'humus, ne soit prévue.

E. PARCELLES
MA 8. Caractéristiques

Art. 100 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

MA 9. Aménagements extérieurs

Art. 101 ¹Les espaces privés extérieurs sont aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités

d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Tout en admettant une large diversité, les espaces privés extérieurs sont aménagés avec le souci de favoriser l'homogénéité de la zone et une bonne intégration des nouvelles constructions.

³Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

⁴Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁵Les murs et murets, n'excéderont pas une hauteur de 80 cm. Ils pourront par contre être surmontés d'une clôture pour autant que l'ensemble ne dépasse pas 1.20 m.

⁶Les murs de soutènement n'excéderont pas une hauteur de 1.20 m.

MA 10. Stationnement

Art. 102 Les dispositions de l'article 47 RCC sont applicables.

F. CONSTRUCTIONS
MA 11. Structure du cadre bâti

Art. 103 La structure est basée sur l'ordre non-contigu au sens de l'art 66o OCAT. Dans la limite de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés est permise, à condition que le groupe de maisons se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

MA 12. Orientation

Art. 104 ¹L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon les caractéristiques du lieu.

²Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

MA 13. Alignements

Sans objet

MA 14. Distances et longueurs

Art. 105 Les distances et longueurs pour la zone MA sont les suivantes :

- | | |
|----------------------|------------|
| a) grande distance : | 6.00 m |
| b) petite distance : | 3.00 m |
| c) longueur : | sans objet |

MA 15. Hauteurs

Art. 106 Les hauteurs des bâtiments d'habitation situés dans la zone MA sont les suivantes :

- | | |
|------------------------|---------|
| a) hauteur totale : | 13.00 m |
| b) hauteur de façade : | 10.00 m |

MA 16. Aspect architectural

a) en général

Art. 107 ¹Tout projet de construction doit prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

²L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site et le paysage.

³Pour toute nouvelle construction, on privilégie une architecture de qualité d'inspiration contemporaine.

SECTION 5 : Zone d'utilité publique A (Zone UA)

A. DÉFINITION

Art. 108 ¹La zone UA est réservée à l'usage de la collectivité.

²Elle comporte les secteurs spécifiques suivants :

- a) UAa : églises, chapelles et cimetières ;
- b) UAb : infrastructures publiques ;
- c) UAc : équipements publics et techniques.

B. USAGE DU SOL

UA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 109 ¹Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages publics, conformément à l'art. 53 LCAT, sont autorisés.

²L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement public, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour que leur exploitation ne compromette pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

⁴Dans les secteurs spécifiques, les utilisations suivantes sont autorisées :

- a) UAa :
églises paroissiales, chapelles, cimetières ;
- b) UAb :
bâtiments administratifs, écoles (enfantines et primaires), crèches, salles polyvalentes et bâtiments pour les activités sociales et culturelles, terrains de football et de pétanques ;
- c) UAc :
Tri des déchets (déchetterie, places de collecte) et hangar.

b) utilisations interdites

Art. 110 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements (abaissement et exhaussement) des sols non liés à des travaux de construction sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) l'entreposage de matériaux en vrac, à la vue du public, de même que les dépôts de nature à nuire au bon aspect de la zone ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur applicable en la

matière (notamment LPE, OPB, Opair).

- f) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier.

UA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Sans objet.

UA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 111 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou comprenant de nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

UA 4. Sensibilité au bruit

Art. 112 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

UA 5. Périmètres particuliers

Art. 113 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

D. EQUIPEMENTS

UA 6. Espaces et voies publics

Art. 114 ¹Les espaces et voies publics sont à concevoir de manière à souligner la présence et le type d'équipement public.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

³La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

UA 7. Réseaux

Art. 115 ¹Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

²Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation d'infiltration des eaux claires superficielles, au travers des couches d'humus, ne soit prévue.

E. PARCELLES

UA 8. Caractéristiques

Art. 116 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

UA 9. Aménagements extérieurs

Art. 117 ¹Lors de la construction de nouveaux bâtiments ou de l'aménagement de nouvelles installations, il y a lieu, sans perturber les possibilités d'accès, d'animer l'espace par des plantations et des aménagements publics. Des espaces verts

sont maintenus.

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage de pierres naturelles, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables sont à minimiser.

UA 10. Stationnement

Art. 118 ¹Les dispositions de l'article 47 RCC sont applicables.

²Les revêtements imperméables sont à minimiser.

F. CONSTRUCTIONS
UA 11. Structure du cadre bâti

Art. 119 Les constructions principales, secondaires ou annexes doivent s'intégrer dans le site.

UA 12. Orientation

Art. 120 L'orientation générale des bâtiments et des toitures sera définie selon les caractéristiques du lieu ainsi que selon les règles de l'art et le bon sens.

UA 13. Alignements

Sans objet.

UA 14. Distances et longueurs

Art. 121 Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti.

UA 15. Hauteurs

Art. 122 La hauteur totale (mesurée selon l'art. 61 OCAT) des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants sera en rapport avec les constructions avoisinantes.

UA 16. Aspect architectural

Art. 123 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

²Les toitures plates sont interdites, sauf pour les petites constructions annexes dont la superficie totale n'excédera pas 40.00 m².

CHAPITRE II : Zones agricoles

CHAPITRE III : Préambule

Généralités

Art. 124 Le territoire communal comporte 1 type de zones agricoles représenté graphiquement sur le plan de zones.

SECTION 1 : Zone agricole A (zone ZA)

A. DÉFINITION

Art. 125 La zone ZA désigne au sens de l'art. 16 LAT :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole, viticole et horticole ;

- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être utilisés par l'agriculture.

B. USAGE DU SOL

ZA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 126 Dans la zone ZA, sont autorisées :

- a) les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone au sens de l'art. 16 LAT ;
- b) les constructions et installations bénéficiant d'une dérogation au sens de l'art. 24 LAT.

b) utilisations interdites

Art. 127 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les constructions, installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC²² ;
- c) l'extraction de matériaux.

ZA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Sans objet.

ZA 3. Plan spécial obligatoire

Sans objet.

C. MESURES DE PROTECTION

ZA 4. Sensibilité au bruit

Art. 128 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

ZA 5. Périmètres particuliers

Art. 129 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) périmètre de protection des vergers (périmètre PV) ;
- c) périmètre de protection du paysage (périmètre PP) ;
- d) périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;
- e) périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) ;
- f) périmètre de dangers naturels (périmètre PDN).

D. EQUIPEMENTS

ZA 6. Espaces et voies publics

Art. 130 ¹Les espaces et voies publics sont aménagés rationnellement et peuvent être accompagnés par des allées d'arbres et des plantations aux carrefours.

²La mise en valeur des lieux publics et la conservation du petit patrimoine architectural public et cultuel (croix, murs, fontaines, etc.) sont à assurer.

ZA 7. Réseaux

Sans objet.

E. PARCELLES

ZA 8. Caractéristiques

Art. 131 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et terrains voisins sont

²² RSJU (701.51)

interdites.

ZA 9. Aménagements extérieurs

Art. 132 ¹Les éléments suivants devront notamment être pris en compte afin d'assurer une intégration optimale avec les constructions, le site et le paysage :

- a) l'implantation des bâtiments principaux et annexes ;
- b) la nature et traitement du sol ;
- c) la végétation (arbres, haies, etc.).

²Pour les plantations, on favorisera les arbres d'essences locales.

ZA 10. Stationnement

Sans objet.

F. CONSTRUCTIONS
ZA 11. Structure du cadre bâti

Art. 133 ¹La structure est basée sur l'ordre non contigu, au sens de l'art. 66o OCAT.

²La construction des bâtiments accolés est permise, à condition que le groupe de construction se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

ZA 12. Orientation

Art. 134 L'orientation générale des bâtiments et des toitures est à définir selon les caractéristiques du lieu en respectant l'image du site.

ZA 13. Alignements

Sans objet.

ZA 14. Distances et longueurs

Sans objet.

ZA 15. Hauteurs

Art. 135 Les hauteurs sont à déterminer de cas en cas.

ZA 16. Aspect architectural

Art. 136 ¹Tout projet de construction doit prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du site.

²L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception de façades et des toitures, les matériaux, les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis afin d'assurer une intégration optimale dans le site et le paysage et doivent satisfaire aux exigences d'une exploitation rationnelle du sol.

³Un échantillon des teintes sera joint au dossier de demande de permis de construire.

CHAPITRE IV : Zones particulières

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 137 ¹Le territoire communal comporte 2 types de zones particulières représenté graphiquement sur le plan de zones.

²Les zones particulières sont destinées à permettre une

utilisation particulière du sol et constituent une affectation du sol à part entière.

SECTION 2 : Zone verte A (zone ZVA)

ZVA 1. Définition

Art. 138 La zone ZVA est définie conformément à l'art. 54 LCAT.

ZVA 2. Effets

Art. 139 ¹Aucune nouvelle construction n'est autorisée, à l'exception des constructions et travaux au sens de l'art. 27 LCAT.

²Les accès nécessaires aux parcelles contigües à ladite zone peuvent être aménagés.

³Les constructions existantes peuvent être entretenues.

⁴Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur les caractéristiques paysagères et naturelles du site.

ZVA 3. Procédure

Sans objet.

SECTION 3 : Zone de transport (zone ZT)

ZT 1. Définition

Art. 140 La zone de transport recouvre les espaces de circulation à l'intérieur de la zone à bâtir.

ZT 2. Effets

Art. 141 ¹La zone de transport A (zone ZTA) correspond à l'équipement de base à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'art. 85 al. 1 LCAT.

²La zone de transport B (zone ZTB) correspond à l'équipement de détail à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'art. 85 al. 2 LCAT.

ZT 3. Procédure

Sans objet.

CHAPITRE V : Périmètres particuliers

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 142 ¹Le territoire communal comporte 6 types de périmètres particuliers représentés graphiquement sur le plan de zones.

²Les périmètres particuliers ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage.

³La notion de sous-périmètre spécifique s'applique à des portions d'un périmètre particulier déterminé. Celles-ci se singularisent en formant une entité précise que l'on peut circonscrire géographiquement et en ayant des caractéristiques qui complètent ou s'écartent de la définition générale du périmètre particulier.

SECTION 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA)

PA 1. Définition

Art. 143 Le périmètre PA a pour but de protéger les sites d'intérêts archéologiques, historiques ou paléontologiques connus et de permettre l'approfondissement des connaissances archéologiques, historiques et paléontologiques.

PA 2. Effets

Art. 143a Les dispositions de la loi cantonale du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologiques et paléontologique (LPPAP) sont applicables.

PA 3. Procédure

Art. 144 A l'exception des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole, tout projet de construction ou de travaux doit être soumis à l'OCC en procédure d'octroi du permis de construire ou, le cas échéant, avant d'ouvrir le chantier.

SECTION 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV)

PV 1. Définition

Art. 145 Le périmètre PV a pour but de conserver et de revaloriser les fonctions naturelles, culturelles et paysagères des vergers.

PV 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 146 ¹Les surfaces de vergers sont à conserver. Les arbres sont à maintenir et des mesures d'entretien sont à prendre.

²Tout arbre abattu doit impérativement être remplacé par le propriétaire.

³Lorsque des arbres doivent être remplacés, on plantera des essences de fruitiers à haute tige adaptés à la région.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 147 ¹L'utilisation agricole du terrain se fera sous forme de prairie ou pâturage.

²Dans la zone à bâtir, les constructions conformes à l'affectation du sol sont autorisées à condition que le but de protection ne soit pas remis en cause. Dans ces secteurs, les vergers pourront être regroupés ou déplacés pour garantir une utilisation rationnelle du sol.

c) utilisations du sol interdites

Art. 148 Dans un rayon de 3 m autour du pied de l'arbre,

aucun labour n'est autorisé.

PV 3. Procédure

Art. 149 ¹Avant toute intervention à l'intérieur d'un périmètre PV, on s'assurera que les buts de protection explicités ci-dessus sont respectés.

²Un plan de situation indiquant les arbres conservés, les nouvelles plantations et les arbres dont l'abattage est prévu doit être fourni aux autorités compétentes. Les autorités se prononceront sur l'opportunité d'enlever des arbres sains et, le cas échéant, pourront exiger la plantation de nouveaux arbres fruitiers haute tige de variété locale à titre de compensation.

SECTION 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP)

PP 1. Définition

Art. 150 Le périmètre PP a pour but de protéger les sites et les paysages naturels ou agricoles relativement bien préservés qui méritent une conservation de leur caractère propre, ainsi qu'une préservation, dans leur ensemble, des éléments qui les composent.

PP 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 151 ¹Tous les éléments naturels ou traditionnels structurant le paysage sont protégés, en particulier :

- a) les arbres isolés ou en massif ;
- b) les haies et les bosquets ;
- c) les lisières de forêt ;
- d) les géotopes.

²Les caractéristiques globales des éléments naturels et paysagers doivent être conservées à long terme mais des interventions ponctuelles sur des objets particuliers peuvent avoir lieu, pour autant que celles-ci soient conformes aux objectifs généraux de protection.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 152 ¹Seules les constructions utiles à la conservation du site ou à l'exploitation agricole et sylvicole sont autorisées à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux buts de la protection.

²Les travaux nécessaires à une exploitation agricole conforme aux prestations écologiques requises (PER) ainsi que les mesures utiles à la gestion des forêts et des pâturages boisés et à la lutte contre un embroussaillage trop conséquent des pâturages sont autorisés.

c) utilisations du sol interdites

Art. 153 Toutes les mesures contraires aux buts de la protection sont interdites, en particulier :

- a) les modifications du terrain naturel ;
- b) les creusages, déblais et remblais ;
- c) hors forêt, l'introduction d'espèces végétales étrangères au site ;
- d) en forêt, les plantations d'essences non adaptées à la

- station ;
- e) les reboisements importants.

PP 3. Procédure
a) hors forêt

Art. 154 Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que des travaux courants de gestion agricole conforme aux buts de protection doivent être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

b) en forêt

Art. 155 Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SDT qui consultera les services cantonaux concernés.

**SECTION 5 : Périmètre de protection de la nature
(périmètre PN)**

PN 1. Définition

Art. 156 ¹Le périmètre PN a pour but de protéger les éléments naturels sous toutes leurs formes.

²Le périmètre PN contient les sous-périmètres suivants :

- a) PNa correspond à des prairies ou pâturages secs dont la diversité est élevée ;
- b) PNb : correspond au secteur du « Bief de la Côte de Mai », composé d'un ensemble diversifié de haies, bosquets, arbres isolés, zones humides et pâturages en lien plus ou moins direct avec le ruisseau ;
- c) PNC : correspond au secteur dit des « Grandes Roches », composé de forêts en station sur les crêtes rocheuses et des éboulis.

PN 2. Effets
a) mesures de protection

Art. 157 ¹Toutes les formations naturelles, l'ensemble de la flore (arbres, bosquets, haies, plantes, etc.) et de la faune sont protégés.

²Sous-périmètre PNa :

Conserver la diversité floristique des prairies et pâturages, notamment les espèces rares ou menacées selon les listes rouges éditées par la Confédération, et éviter un embuissonnement trop conséquent.

³Sous-périmètre PNb :

Conserver les valeurs bocagères et la mosaïque des milieux aux abords du ruisseau et de ses méandres naturels par des mesures d'entretien adéquates.

⁴Sous-périmètre PNC:

Conserver les qualités écologiques et paysagères des forêts de pentes ainsi que le cortège faunistique et floristique typique de ces milieux.

b) restrictions d'utilisation
du sol

Art. 158 ¹Seul l'entretien du site dans son état originel est autorisé. Il sera en principe assuré par les propriétaires respectifs.

²Les constructions existantes dans les périmètres PN peuvent

uniquement être entretenues.

c) utilisations du sol interdites

Art. 159 ¹Tous travaux ou interventions humaines ayant pour conséquence la modification de l'équilibre naturel sont interdits, à l'exception des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole conformes aux buts de protection.

²Sont en particulier interdits :

- a) les constructions ;
- b) la construction de routes et de chemins ;
- c) les modifications du terrain naturel ;
- d) les creusages, déblais et remblais ;
- e) les drainages ou l'irrigation ;
- f) les déracinements de la végétation (haie, bosquet, etc.) ;
- g) hors forêt, l'introduction d'espèces étrangères au site ;
- h) en forêt, des plantations d'essences non adaptées à la station ;
- i) le reboisement ;
- j) l'apport de produits phytosanitaires. Le traitement plante par plante est autorisé pour les plantes vivaces envahissantes (rumex, chardons, etc.) s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques, pour autant que l'ORRChim ne l'interdise pas expressément ;
- k) la fumure, sauf convention contraire avec l'ENV ;
- l) les labours et le pacage intensif.

PN 3. Procédure

a) hors forêt

Art. 160 ¹Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que des travaux courants de gestion agricole conforme aux buts de protection doivent être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

²Les contrats volontaires d'exploitation ou d'entretien qui peuvent être conclus avec le Canton permettent d'obtenir une aide financière pour atteindre les buts de protection. Le Conseil communal peut octroyer des aides financières pour les objets d'importance locale.

b) en forêt

³Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

SECTION 6 : Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE)

PRE 1. Définitions

a) définition et types de périmètre

Art. 161 ¹Le périmètre PRE correspond à l'espace réservé aux eaux de surface mentionné dans la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)²³ et son ordonnance d'application (OEaux)²⁴.

²Le terme « eaux de surface » désigne tous les écosystèmes d'eau courante ou stagnante : les cours d'eau (permanents et

²³ RS 814.20

²⁴ RS 814.201

non permanents), respectivement les étendues d'eau (étangs et mares.

b) buts

Art. 162 Le périmètre PRE vise à garantir :

- a) les fonctions naturelles des eaux de surface ;
- b) la protection contre les crues ;
- c) l'utilisation des eaux.

c) délimitation des périmètres PRE

Art. 163 Aussi longtemps que le plan spécial cantonal « Périmètre réservé aux eaux » (PSc « PRE ») n'est pas en vigueur, les dispositions transitoires de l'OEaux s'appliquent (cf. dispositions transitoires de la modification du 4 mai 2011 de l'OEaux) et les prescriptions régissant les constructions et installations visées à l'article 164 ci-après s'appliquent le long des eaux à une bande de chaque côté large de :

- a) 8 m + la largeur du fond du lit existant concernant les cours d'eau dont le fond du lit mesure jusqu'à 12 m de large ;
- b) 20 m concernant les cours d'eau dont le fond du lit existant mesure plus de 12 m de large ;
- c) 20 m concernant les étendues d'eau d'une superficie supérieure à 0.5 ha.

PRE 2. Effets

a) constructions et installations

Art. 164 ¹Seules les constructions et installations dont l'implantation est imposée par leur destination et qui servent des intérêts publics, tels que les chemins pour piétons et de randonnée pédestre, les centrales en rivière et les ponts, sont autorisées dans le périmètre PRE. Si aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, l'autorité peut en outre autoriser les installations conformes à l'affectation de la zone dans les zones densément bâties et les installations conformes à l'affectation de la zone en dehors des zones densément bâties sur des parcelles isolées non construites situées entre plusieurs parcelles construites. Pour le surplus, il est renvoyé à l'article 41c OEaux.

²Les constructions et installations existantes bénéficient en principe d'une garantie de situation acquise si elles ont été mises en place légalement et peuvent être utilisées conformément à leur destination. Lorsque la situation acquise est reconnue, l'entretien nécessaire des constructions et installations existantes est permis. En cas de remplacement, de renouvellement, d'agrandissement important ou de changement d'affectation, l'ENV procède à une pesée des intérêts et examine si la construction ou l'installation doit être déplacée hors du PRE.

b) exploitation

Art. 165 ¹Le périmètre PRE peut faire l'objet d'une exploitation agricole extensive pour autant qu'il soit aménagé en surface à litière, en haie, en bosquet champêtre, en berge boisée, en prairie riveraine d'un cours d'eau, en prairie extensive, en pâturage extensif ou en pâturage boisé, conformément à

l'Ordonnance sur les paiements directs (OPD)²⁵.

²Tout épandage d'engrais ou de produits phytosanitaires est interdit dans le périmètre PRE. Au-delà d'une bande riveraine large de 3 m mesurée depuis le pied de berge, les traitements plante par plante sont autorisés pour les plantes posant des problèmes, s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques.

³Les prescriptions de l'OPD²⁶ et de l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim)²⁷ restent applicables pour les surfaces concernées si celles-ci s'étendent au-delà du périmètre PRE.

⁴Les exigences de l'alinéa 2 s'appliquent également à l'exploitation de surfaces situées en dehors de la surface agricole utile (p.ex. jardins potagers, espaces verts, pelouses).

⁵L'introduction d'espèces végétales non indigènes est interdite.

PRE 3. Procédure

Art. 166 Toutes les constructions et installations dans le PRE, compris les conduites souterraines, sont soumises à autorisation de l'ENV.

SECTION 7 : Périmètre de dangers naturels (Périmètre PDN)

PDN 1. Définition

Art. 167 ¹Les PDN comprennent les secteurs de dangers suivants :

- a) secteur de danger élevé (zone rouge) : secteur d'interdiction dans lequel les personnes sont en danger aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. Ces derniers sont susceptibles d'être détruits ;
- b) secteur de danger moyen (zone bleue) : secteur de réglementation dans lequel de sévères dommages peuvent être réduits par des mesures de précaution appropriées. Les personnes sont en danger à l'extérieur des bâtiments, mais peu ou pas à l'intérieur. Des dégâts aux bâtiments sont attendus mais ils ne sont en principe pas menacés de destruction ;
- c) secteur de danger faible (zone jaune) : secteur de sensibilisation dans lequel les dommages peuvent être limités par des mesures de préventions appropriées ;
- d) secteur de danger résiduel (zone jaune hachurée blanc) : secteur de sensibilisation désignant les territoires exposés à des phénomènes dangereux de très faible probabilité mais pouvant avoir une intensité allant de faible à forte ;
- e) secteur d'indication de danger (zone rose) : secteur attestant la présence d'un danger sans que son degré n'ait été évalué ;
- f) aléa de ruissellement (zones rose clair, rose et rose foncé – hors PDN mais visible sur le géoportail cantonal) : secteur potentiellement exposé à du ruissellement lors de

²⁵ RS 910.13

²⁶ RS 910.13, art. 21 et annexe 1 chiffre 9

²⁷ RS 814.81, annexes 2.5 et 2.6

fortes précipitations pendant un court laps de temps. Secteurs de sensibilisation, les dommages peuvent y être limités par des mesures de prévention appropriées.

²Les objets dits sensibles sont les bâtiments, infrastructures ou installations :

- a) fréquentés par un grand nombre de personnes (hôpitaux, homes, écoles, centres d'achat, stades, etc.) ou soumis à des risques particuliers comme les places de camping ;
- b) ayant une fonction importante ou vitale (service d'ambulance ou du feu, police, télécommunications, installations d'approvisionnement et d'évacuation en eau et énergie, voies de communication et ouvrages d'art fondamentaux, bâtiments de l'administration, etc.) ;
- c) présentant un risque important pour les personnes, l'environnement et les biens de grande valeur (décharges, installations de stockage, centre de production disposant de stocks de matières dangereuses).

³Les secteurs de dangers naturels sont représentés graphiquement dans un plan des dangers naturels en complément au plan de zones.

PDN 2. Effets

a) Secteur de danger élevé

Art. 168 ¹Dans le secteur de danger élevé, sont interdites :

- a) les nouvelles constructions et installations, les reconstructions ;
- b) les transformations, agrandissements et changements d'affectation sur les bâtiments existants avec augmentation significative du potentiel de dommages ;
- c) toute intervention susceptible d'augmenter :
 - 1. la surface brute utilisable ;
 - 2. le nombre de personnes pouvant être mises en danger ;
 - 3. sensiblement la valeur des biens exposés.

²Moyennant des mesures appropriées de protection des objets, peuvent être autorisés à titre d'exception et en dérogation au principe général d'interdiction de construire, et sous réserve des conditions émises par les instances compétentes :

- a) les constructions et installations imposées par leur destination, présentant un intérêt supérieur ou public prépondérant et ne mettant en danger ni des personnes, ni des biens de grandes valeurs ;
- b) les travaux d'entretien, de réparation et de rénovation des bâtiments existants ;
- c) les travaux d'assainissement et de protection entrepris en vue de diminuer le degré de danger ou d'augmenter le degré de protection.

b) Secteur de danger moyen

Art. 169 Dans le secteur de danger moyen, les constructions sont autorisées sous réserve qu'elles soient assorties de mesures permettant de ramener le risque à un niveau

acceptable pour les personnes et biens de grandes valeurs.

c) Secteur de danger faible

Art. 170 ¹Dans le secteur de danger faible, les constructions et installations sont autorisées. Des mesures permettant de prévenir et de réduire les risques pour les personnes et l'ampleur des dommages potentiels peuvent être exigées.

²Pour les objets sensibles, il appartient au requérant d'apporter la preuve :

- a) qu'il existe un intérêt supérieur ou public prépondérant justifiant la construction ;
- b) qu'il n'y a pas d'autre site approprié ;
- c) que la construction est suffisamment protégée.

d) Secteur de danger résiduel

Art. 171 ¹Dans le secteur de danger résiduel, les constructions et installations sont généralement possibles sans conditions.

²La construction d'objets sensibles est soumise aux mêmes règles que celles définies pour la zone de danger faible.

e) Secteur d'indication de danger – en général

Art. 172 ¹Le degré de danger est à déterminer par la réalisation d'une étude appropriée, à charge du requérant, avant toute construction ou autre action menant à une augmentation du risque, sauf cas particuliers. Les mesures correspondant au degré de danger ainsi déterminé sont ensuite applicables.

²La commune, de même que les organes et services compétents peuvent édicter des restrictions d'utilisation pour les bâtiments existants.

f) Secteur d'indication de danger – effondrement

Art. 173 Il y a lieu de prendre toutes les mesures requises pour éviter tout tassement différentiel des bâtiments et infrastructures.

g) Aléa de ruissellement

Art. 174 ¹Dans les secteurs d'aléa de ruissellement, les constructions et installations sont autorisées. Des mesures permettant de prévenir et de réduire les risques pour les personnes et l'ampleur des dommages potentiels peuvent être exigées. L'ECA Jura est chargé de fixer ces conditions.

²La construction d'objets sensibles est soumise aux mêmes règles que celles définies pour la zone de danger faible.

PDN 3. Procédure

a) En général

Art. 175 ¹Il appartient au requérant d'apporter la preuve que des mesures appropriées ont été prises pour se prémunir contre les dangers naturels identifiés et de démontrer leur efficacité.

²Lorsqu'une modification de la situation de danger est constatée, la commune met à jour le plan des dangers naturels.

- b) Préavis **Art. 176** Pour les projets situés en secteur de danger élevé ou moyen ainsi que pour les objets sensibles, un préavis doit être demandé auprès de l'ENV avant d'engager une procédure.
- c) Mesures complémentaires **Art. 177** ¹Les organes et services compétents, ainsi que l'ECA Jura, peuvent exiger du requérant qu'il réalise, sur la base d'une expertise détaillée à sa charge, des mesures complémentaires de protection technique ou opérationnelle.
²Lorsque des mesures appropriées permettent de réduire le risque à un niveau acceptable, le projet de planification ou le permis de construire est assorti des conditions nécessaires. S'il s'avère que le risque est trop élevé, l'autorisation d'aménager ou de construire est refusée par l'autorité compétente.
- d) Ouvrages de protection **Art. 178** ¹Dans sa pesée d'intérêt, l'autorité compétente vérifie qu'aucun ouvrage de protection collectif ne permette de ramener avantageusement le risque à un niveau acceptable dans le périmètre considéré.
²Les ouvrages de protection sont à réaliser en même temps ou préalablement à un projet de planification ou de construction. Ils sont à soumettre, pour approbation, à l'ENV.

CHAPITRE VI : Périmètres indicatifs

SECTION 1 : Préambule

Généralités

- Art. 179** ¹Le territoire communal comporte 1 type de périmètres indicatifs représentés graphiquement sur le plan de zones.
²Les périmètres indicatifs ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage. Ils désignent les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière.

SECTION 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE)

PE 1. Définition

Art. 180 Les périmètres PE représentent les zones de protection des eaux souterraines au sens de la législation sur la protection des eaux. Ils ont pour but d'assurer la protection des sources et des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable de la population.

PE 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 181 La législation sur la protection des eaux, en particulier la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux) et l'OEaux, est applicable.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 182 Les restrictions d'utilisation du sol sont définies dans le règlement des zones de protection adopté par arrêté du 24

avril 2007 du Gouvernement de la République et Canton du Jura.

PE 3. Procédure

Art. 183 ¹A l'exception des travaux courants de gestion sylvicole, tout projet d'intervention, de travaux ou d'aménagement situé à l'intérieur ou aux abords immédiats du périmètre PE est soumis à l'ENV avant le début des travaux.

²Une étude relative à la protection des eaux peut être requise. Des conditions particulières peuvent être fixées si la protection des eaux souterraines l'exige.

ANNEXE I

FICHE ILLUSTRATIVE D'AMENAGEMENT DE SURFACES

LES MATÉRIAUX ET LEURS UTILISATIONS

Matériaux

Représentation Désignation / Rôle

Enrobé bitumineux

- Chaussée / circulation véhicules
- Surface de manœuvre
- Trottoir sur une faible portion

Illustration



Pavés granit

- Pour surfaces de « représentation » (place, parvis, base de fontaine)
- Déplacements autour de bâtiment à vocation publique



Pavés béton

- Rôle identique au pavé granit, mais pour un usage secondaire (en remplacement du pavé granit)
- Forme géométrique régulière
- Privilégier les couleurs de tons naturelles dans les gammes de gris et de beige, le rouge ou d'autres couleurs vives sont uniquement utilisées pour le marquage ponctuel



Pierre calcaire

- Pour socles de fontaine
- Assurent une liaison entre les éléments monolithiques des bacs et leur base



Béton

- Pour cheminements piétonniers privés
- Utilisés sur de petites surfaces



Groise, gravier

- Pour les surfaces perméables (cheminements piétonniers et places)
- Emploi traditionnel et local



Herbe, espace fleuri, jardin

- Emploi pour les espaces libres de construction, les aires de dégagement devant le bâti ou pour les bandes vertes le long des routes et chemins



Arbres

- Pour agrémenter les espaces publics ou privés



EXEMPLES DE REVÊTEMENTS PERMÉABLES ET VÉGÉTALISABLES

Exemple	Profil, structure
	Gazon-gravier <ul style="list-style-type: none"> couche d'usure: 3 cm de gravillon couche organique: 10-15 cm de cailloux et terre couche de fondation: gravier
	Gravier (emplerement) <ul style="list-style-type: none"> couche d'usure: 5 cm de gravier ou marne, recouverts de sable concassé ou gravillon couche de fondation: gravier
	Pavés de pierre espacés <ul style="list-style-type: none"> pavés jointoyés au sable 3-5 cm de sable ou gravillon couche de fondation: gravier
	Pavés en béton entretoisés <ul style="list-style-type: none"> pavés en aggloméré entretoisés et jointoyés au sable 3-5 cm de sable ou gravillon couche de fondation: gravier

Guide de l'environnement n° 5 – Cohabiter avec la nature, OFEFP 1995

ANNEXE II

REPERTOIRE DES BIENS CULTURELS DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

District: Delémont
Commune: Bourrignon
N° fédéral de la commune : 6703
Type de recherche: Époques: toutes, familles: toutes

RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

n°	Objet	PB	SAR	CH	JU	RBC	ISOS
03 01	* village					Rég.	Nat.
03 02	- église	*		1977	1975	Rég.	E13
03 03	- ancienne école	*				Loc.	E16
03 04	- maison paysanne 42	*				Loc.	
03 05	- maison paysanne 30	*				Loc.	
03 06	- maison paysanne triple 19	*			1991	Loc.	
03 07	- maison paysanne 55 et 56	*				Loc.	
03 08	- maison paysanne 57	*				Loc.	
03 09	- maison paysanne 15	*				Loc.	
03 10	- greniers	*				Loc.	
03 11	- ferrier		*			*	

Dernière mise à jour : 07.02.2012

Page 1

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: * village
NOCC de l'objet: 03.01

RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

CH:
JU:
RBC: Rég.
ISOS: Nat.

Famille: 300 SITES
Matière: 320 Villages
Epoque: -
Parcelle: 000
Coordonnées: X: -Y: -
IdBat: -
Adresse: -

Description:

Ancien lieu de passage important, Bourrignon a gardé l'aspect d'un village agricole homogène, grâce à ses nombreux bâtiments bien conservés, dont certains des XVII^e et XVIII^e siècles. Fermes aux proportions basses caractéristiques des régions jurassiennes situées en altitude, réparties harmonieusement de chaque côté de la rue.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - église
NOCC de l'objet: 03.02

CH: 1977
JU: 1975
RBC: Rég.
ISOS: E13

Famille: 050 EGLISES / CLOCHERS
Matière: 050 Eglises / Clochers
Epoque: 1747 / 49
Parcelle: 69
Coordonnées: X: 585.272Y: 249.689
IdBat: -
Adresse: Route principale 41

Description:

Eglise paroissiale Saint-Sébastien reconstruite en 1747/1749. Clocher de 1774, dôme comtois de 1864/1865. Transformations et travaux en stuc, vers 1840. Restauration de 1974 à 1977. Beau mobilier baroque, oeuvre d'U.-J. Bourquard, F.-J. Mertenat, C. Berlinguer, J.-F. et F.-I. Tavanne.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ancienne école
NOCC de l'objet: 03.03

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E16

Famille: 100 ECOLES
Matière: 100 Ecoles
Epoque: 1851 - 1900
Parcelle: 69
Coordonnées: X: 585.304Y: 249.703
IdBat: 970058
Adresse: Route principale 40

Description:

Bâtiment construit au XIXe siècle, comptant trois niveaux, abrité sous un toit à croupes à campanile ajouré.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du nord-est / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme N° 42
NOCC de l'objet: 03.04

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 163 Type maison-bloc
Epoque: 1801 / 1850
Parcelle: 53
Coordonnées: X: 585.300Y: 249.674
IdBat: 970046
Adresse: Route Principale 42

Description:

Grande ferme à façade principale côté mur gouttereau, abritée sous un toit à deux versants. Porte de grange en arc surbaissé.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue de l'est / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme N° 30
NOCC de l'objet: 03.05

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 163 Type maison-bloc
Epoque: 1822 env.
Parcelle: 328
Coordonnées: X: 585.334Y: 249.790
IdBat: 970062
Adresse: Courcelles 30

Description:

Ferme à façade principale côté mur gouttereau, abritée sous un toit à deux versants à égout retroussé. Fenêtre du pignon sud datée de 1822. Travaux de rénovation dans les années 1990.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud-ouest / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme triple N° 19
NOCC de l'objet: 03.06

CH:
JU: 1991
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 163 Type maison-bloc
Epoque: 1801 / 1850
Parcelle: 230
Coordonnées: X: 585.409Y: 249.521
IdBat: 970035
Adresse: Milieu du Village 19

Description:

Ferme triple à façade principale côté mur gouttereau abritée sous un toit à deux versants. Portes de grange jumelées en arc en plein-cintre. Aspect actuel du XIXe siècle. Lors des travaux de rénovation extérieure en 1990, mise au jour de deux pierres, encastrées dans le mur ouest, portant les dates 1656 et 1799 / BW / HF. Une pierre aux armes de l'Evêché de Bâle a été encastrée dans le mur du jardin; la partie qui portait la date (1596) s'est émiettée lors du déplacement de la pierre.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud ouest / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme N° 55 et 56
NOCC de l'objet: 03.07

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 163 Type maison-bloc
Epoque: 1801 / 1850
Parcelle: 245
Coordonnées: X: 585.352Y: 249.393
IdBat: 970028
Adresse: Dos chez Verlet 56

Description:

Ferme à façade principale côté mur gouttereau abritée sous un toit à deux versants.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud-est / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme N° 57
NOCC de l'objet: 03.08

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 163 Type maison-bloc
Epoque: 1851 - 1900
Parcelle: 389
Coordonnées: X: 585.358Y: 249.359
IdBat: 970026
Adresse: Le Chésal 57

Description:

Ferme à façade principale côté mur gouttereau abritée sous un toit à deux versants. Nouveau crépis et nouvelles ouvertures en toiture.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud-ouest / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferme N° 15
NOCC de l'objet: 03.09

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 160 FERMES
Matière: 165 Type Bas-Jura (maison-bloc avec auvent)
Epoque: 1698 env.
Parcelle: 176
Coordonnées: X: 585.418Y: 249.355
IdBat: 970011
Adresse: Sur le Tièrre 15

Description:

Ferme à façade principale côté mur gouttereau abritée sous un toit à deux versants. Linteau de fenêtre sur le pignon sud-ouest daté de 1698 (1er étage).



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue de l'ouest / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - greniers
NOCC de l'objet: 03.10

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS:

Famille: 170 GRENIERS
Matière: 170 Greniers
Epoque: 1801 / 1850
Parcelle: 271
Coordonnées: X: 585.379Y: 249.497
IdBat: -
Adresse: Milieu du Village

Description:

Plusieurs greniers des XVIIIe et XIXe siècle construits en madriers.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du nord-est / 24.04.2003

District: Delémont
Commune: Bourrignon
Nom: - ferrier
NOCC de l'objet: 03.11

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 007 Haut Moyen Age
Epoque: 7e siècle
Parcelle: 000
Coordonnées: X: 587.749Y: 248.969
IdBat: -
Adresse:

Description:

La Bürgisberg (7e siècle)

Pas d'image pour l'instant!

Dernière mise à jour: 30.03.2007

ANNEXE III

RECOMMANDATIONS SUR LES CLÔTURES ELECTRIQUES

Source : Brochure SPAA n°6

6 Clôtures électriques

Une clôture électrique installée correctement évite que les animaux ne s'en échappent, que la foudre ne soit entraînée vers le bâtiment ou que des personnes et des animaux ne soient mis en danger. Les électrificateurs de clôture doivent être choisis en fonction de la longueur de la clôture. Outre la tension, l'énergie de décharge ou d'impulsion est un critère déterminant. Les clôtures électriques qui sont distantes de moins de 2 m ne doivent pas être alimentées par deux appareils différents. Avec une mise à terre correcte, un électrificateur sur secteur offre la meilleure performance.

Normes de sécurité

Valeur maximale de la tension	10 000 volts
Durée maximale de l'impulsion	0,1 s
Energie maximale de l'impulsion à une résistance de 500 ohms	5,0 joules
Valeur maximale de l'intensité	10 ampères
Temps maximum durant lequel la valeur instantanée de l'intensité dépasse 300 mA	1,5 ms

Ces valeurs proviennent de normes européennes et des règles d'électrosuisse.

Lors du choix de l'électrificateur, il faut tenir compte du type de clôture, de sa longueur et du genre d'animaux qui s'y trouvent. Les chevaux et les chiens, par exemple, réagissent de manière très sensible aux impulsions électriques. Pour des clôtures longues, la tension ne devrait pas tomber en dessous de 2000 volts à aucun endroit. Un appareil sur secteur offre la meilleure sécurité de garde, si la mise à terre est efficace.

Ligne d'alimentation de la clôture

Le long des bâtiments, les câbles haute tension, posés dans des tuyaux plastiques gris ininflammables, conviennent bien. Une ligne d'amenée à l'extérieur doit être un fil d'acier ou de cuivre d'un diamètre de 2,5 mm et plus. Elle ne doit jamais être fixée à des poteaux à haute tension (ces derniers sont marqués de cercles rouges ou de panneaux d'avertissement jaunes).

Les lignes enterrées sont à préférer pour traverser les routes. Il s'agit de faire passer un câble à haute tension à l'intérieur d'un tube en matière synthétique. Lorsque des lignes doivent être tirées au-dessus du domaine public (route, place, etc.), il faut installer des poteaux robustes et les câbles à au moins 5 m de hauteur. Les câbles peuvent être fixés à des poteaux de ligne à basse tension jusqu'à 300 V (téléphone et éclairage public). Pour les croisements, il faut respecter une distance de 1,5 m alors que pour les lignes parallèles, il faut respecter une distance de 2 m depuis le conducteur le plus bas.

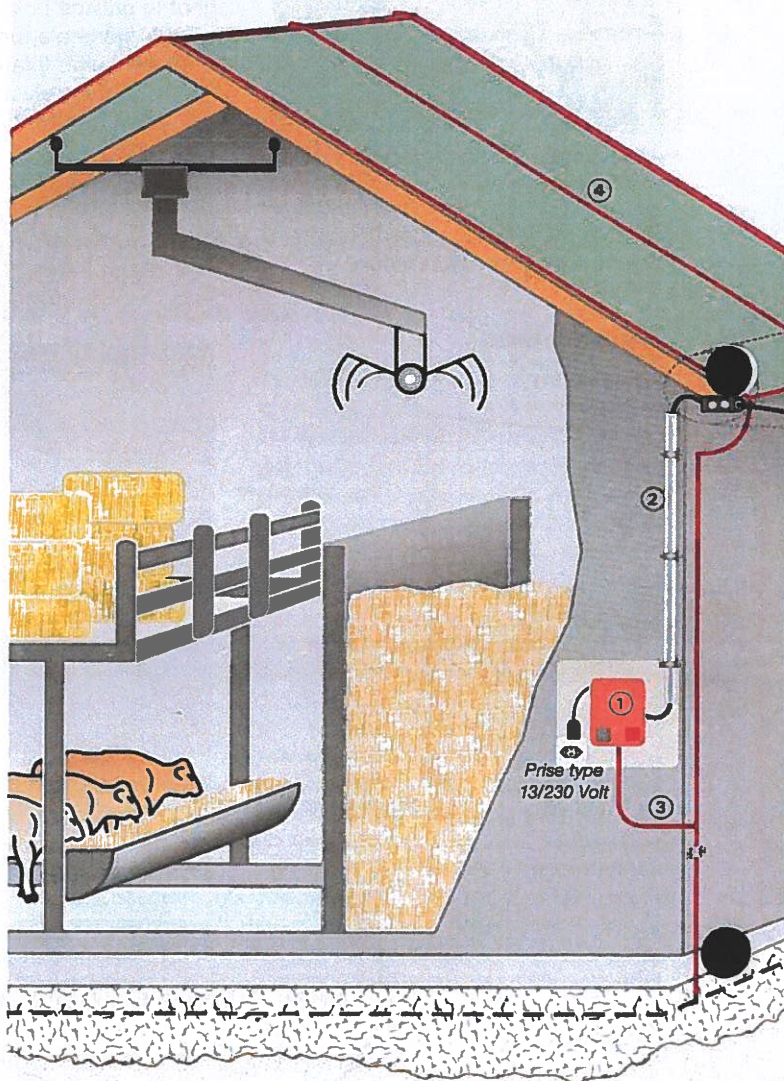


Bonne installation d'une ligne d'alimentation. Le câble à haute tension est placé dans un tube de plastique gris ininflammable. Pour aller jusqu'à la clôture, un câble de soutien est tendu.

Montage et mise à terre

Dans les immeubles agricoles équipés d'un paratonnerre, les électrificateurs de clôtures doivent être directement mis à terre au paratonnerre. S'il n'existe pas de paratonnerre, une mise à terre séparée, efficace, doit être installée pour l'électrificateur.

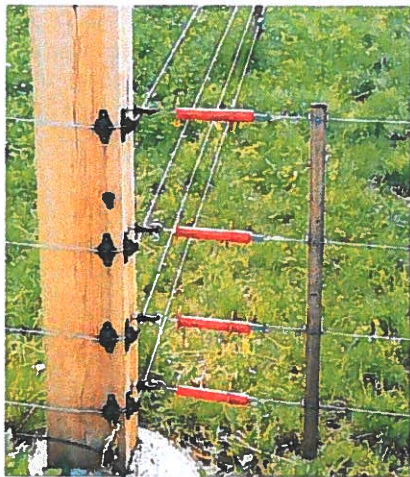
Un électrificateur ne doit pas être monté dans une partie de bâtiment dans laquelle se trouve un matériau combustible, tel que du foin ou de la paille.



La chambre à lait, le hangar à machines, le garage ou l'avant-toit représentent des endroits appropriés pour les appareils sur secteur.

Si la paroi est composée de matériaux combustibles, il faut prévoir une base incombustible entre la paroi et l'électrificateur, qui dépasse ce dernier d'au moins 10 cm sur le pourtour (ex. Pical 83 10 mm ou EI 30).

- ① Electrificateur avec raccordement au secteur, monté sur une base incombustible
- ② Amenée de courant vers la clôture, diamètre 1,5 mm, 10 kV, dans un tube isolant difficilement combustible, avec degré de combustibilité de classe 5, p.ex. THFW.
- ③ Mise à terre de l'électrificateur avec un conducteur en cuivre 10 mm² de section, le plus court possible, maxi 5 m.
- ④ Capteur et descente du paratonnerre



Portail simple d'une clôture fixe avec poignées isolantes.

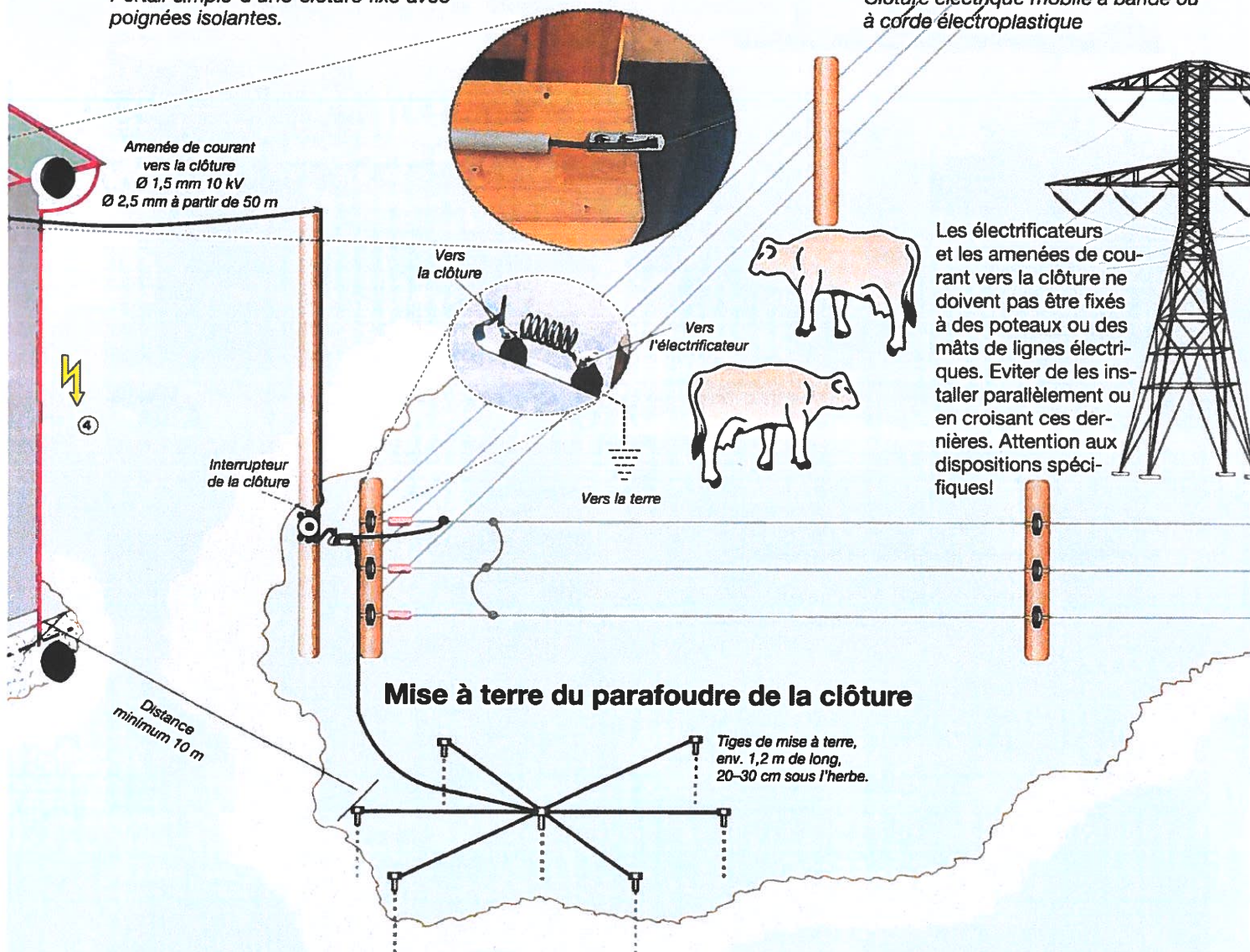
Distances de sécurité

Les clôtures électriques qui sont distantes de moins de deux mètres entre elles ne doivent pas être alimentées par deux électrificateurs différents.

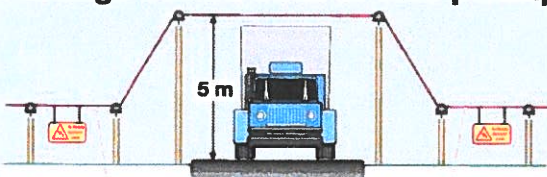
Lorsque des clôtures électriques sont montées à proximité immédiate de grillages ou de treillis à noeuds, il faut prendre les précautions nécessaires pour éviter que les enfants ne touchent le grillage et la clôture à la fois. En règle générale, un espace vertical de 40 cm suffit. Il faut éviter de monter une clôture électrique au-dessus d'un treillis à noeud ou d'un grillage mis à terre.



Clôture électrique mobile à bande ou à corde électroplastique



Passage sur ou sous la voie publique



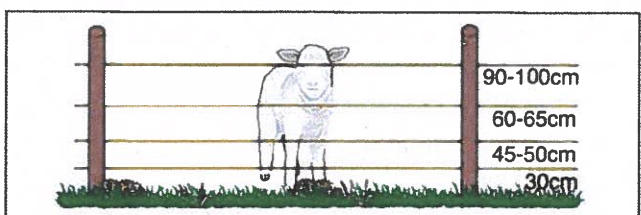
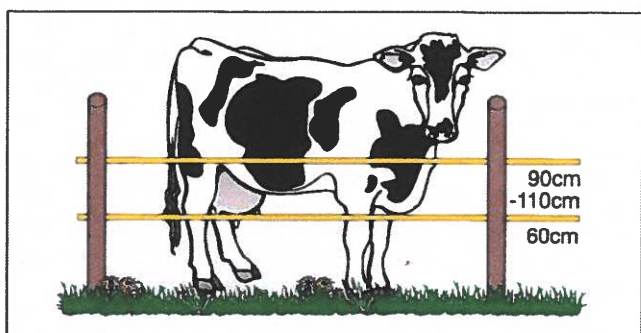
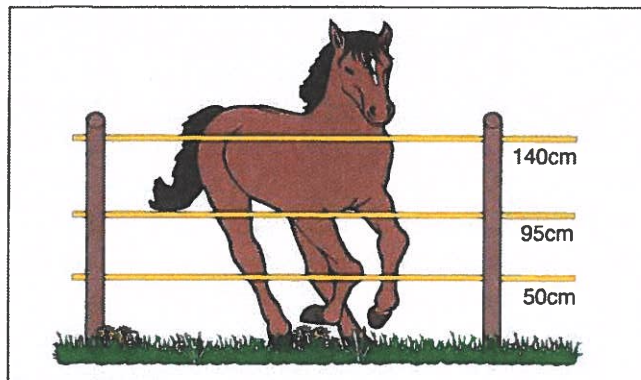
Pour le passage souterrain, un câble haute tension 10 kV doit être posé dans un tube plastique à au moins 60 cm de profondeur. Pour les passages aériens, le fil doit être bien tendu, de manière à ce que l'endroit le plus bas soit au moins à 5 m au-dessus de la chaussée.

Parafoudre sur la clôture

Lorsqu'une clôture fixe avec des fils d'acier est alimentée par un électrificateur monté sur un bâtiment, il faut prévoir selon les indications du fabricant un parafoudre placé entre l'amenée de courant et la clôture. On évite ainsi que les sur-tensions atmosphériques n'atteignent le bâtiment.

Genre d'animaux et nombre de fils

Actuellement, une clôture doit répondre à des critères bien précis, suivant le genre d'animaux et le lieu. Faites-vous conseiller, obtenez les autorisations nécessaires afin de vous éviter d'éventuels tracass.



Pour chaque type d'animal, les fournisseurs de matériel de clôture indiquent une hauteur de clôture et le nombre de fils nécessaires. Le SPAA ou les fournisseurs répondent volontiers à vos questions.



Pour une bonne clôture, il faut de bons poteaux d'angle. Signaler les clôtures électriques!

Autres données cf. «Règles pour la construction et l'utilisation de clôtures électriques», ASE Nr. 3127:2001 Electrosuisse, Luppmenstr. 1 8320 Fehraltorf



Les passages doivent dans tous les cas être munis de panneaux avertisseurs.

Les enfants sont particulièrement en danger

Dans certaines circonstances, les clôtures électriques peuvent se révéler dangereuses pour les petits enfants. C'est pourquoi il faut un espace suffisant entre les clôtures électriques et les fontaines, les abreuvoirs, les réservoirs d'eau, etc. L'eau attire les enfants; les alentours des abreuvoirs sont souvent humides. L'humidité diminue la résistance électrique entre le corps et la terre. Sur bien des électrificateurs, la décharge est plus importante avec une résistance électrique moindre. Ainsi, le risque augmente pour le cœur et l'appareil circulatoire. Dans tous les accidents analysés, c'est la tête ou la nuque qui a touché la clôture. Les petits enfants doivent être particulièrement surveillés aux alentours des clôtures électriques, et doivent s'en tenir éloignés.

Les enfants doivent être rendus attentifs au danger. Ils ne doivent pas seulement garder eux-mêmes la bonne distance, mais aussi avertir leurs camarades. Une explication pratique peut être donnée lors de la visite d'une exploitation agricole.



Attention lorsqu'on touche à la fois la clôture et l'abreuvoir!



De graves accidents sont déjà survenus quand des clôtures ont été touchées par des personnes debout dans l'eau!

dangereux!